

## DELIBERATION N° 2008/05-05 - COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame RAVON, rapporteur, rappelle à l'Assemblée la délibération n° 2006/12-12 du 18 décembre 2006 portant création d'une commission handicap, conformément aux dispositions de la loi du 11 février 2005 portée sur le Handicap.

Au regard de cette loi, des obligations incombent aux communes et visent les champs suivants :

- **Accessibilité aux transports et au cadre bâti** : un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics est établi dans chaque commune à l'initiative du Maire. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement automobiles. De plus, tous les Etablissements Recevant du Public (ERP) devront être adaptés et aménagés afin que toute personne handicapée puisse y accéder et bénéficier des prestations offertes dans des conditions adaptées.
- **Accessibilité à l'information et aux loisirs** : les sites Internet des collectivités devront être rendus accessibles en prenant en compte les handicaps.
- **Création d'une commission handicap** : l'article 46 de cette loi précise que les communes de plus de 5 000 habitants doivent créer une commission pour l'accessibilité, présidée par le Maire et composée d'élus municipaux, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.  
Cette commission est chargée de dresser un constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports, et d'organiser le recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées. Elle établit un rapport annuel présenté en Conseil Municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant. Ce rapport est transmis au Préfet, au Président du Conseil Général, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées (CDCPH), et à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés.
- **Intégration des enfants handicapés dans le milieu scolaire** : l'inscription de l'enfant handicapé dans l'école de son quartier est désormais automatique et obligatoire, ce qui implique un aménagement des locaux.
- **Intégration dans le milieu du travail** : renforcement de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés dans le secteur public et création d'une contribution annuelle pour les employeurs qui ne respectent pas cette règle.

Afin de constituer cette commission, il est, par conséquent, proposé de désigner 6 membres du Conseil Municipal, les 6 membres représentant les personnes handicapées et les associations d'usagers étant nommés par le Président, Maire de la Commune.

Monsieur le Maire interroge les responsables des groupes Ludres Autrement et Pour Tous et Ludres Ensemble pour désigner chacun un membre de leur groupe.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,  
décide à l'unanimité :

- de créer la Commission Handicap,
- de désigner les membres du Conseil Municipal, qui siègeront au sein de cette Commission, soit :  
M. Pierre CLAUDOTTE (Responsable de la Commission), Mme Véronique RAVON, Mme Jacqueline PICARDAT, M. Denis DEFFOUN, M. François FOURMENT et M. Marcel GAUZELIN.